PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

Séance extraordinaire du 7 mai 2018

Séance extraordinaire du Conseil Municipal de la Municipalité de Saint-Calixte tenue le 7 mai 2018 à 20 h 00

ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour tel qu'il fut présenté dans l'avis de convocation, l'avis de convocation fut signifié à tous les membres du Conseil tel que requis par les dispositions du code municipal

1. **Présences**
2. **Octroi de contrat – R. Lacroix inc. - Déversoir pour le lac des Artistes**
3. **Octroi de contrat – Pavage JD inc. – Pavage du Domaine des Vallées et de la Beauport**
4. **Acquisition d'une parcelle de terrain – Réfection de la rue Marquis**
5. **Mandat pour cinq ans à l'Union des Municipalités du Québec pour l'achat de sel de déglçage des chaussées (chlorure de sodium)**
6. **Acquisition d'une pompe pour le poste de pompage no 1**
7. **Autorisation de paiement - Association des communicateurs municipaux du Québec**
8. **Approbation de la liste des immeubles à vendre pour défaut de paiement de l'impôt foncier par la MRC de Montcalm**
9. **Formation d'un comité de la Politique Familiale Municipale**
10. **Autorisation à M. Mathieu-Charles LeBlanc, ing., et directeur des Services techniques à présenter, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Calixte, des demandes de subventions auprès des différents services gouvernementaux fédéral et provincial**
11. **Octroi de contrat – AquaData inc. – Nouveau plan d'intervention**
12. **Présentation et avis de motion d'un règlement décrétant des dépenses pour l'acquisition d'une pompe sur remorque et l'affectation de la somme de 50 000 \$ des soldes disponibles du règlement 574-2012**
13. **Présentation et avis de motion d'un règlement d'emprunt pour l'acquisition d'un camion 6 roues, 4 X 4, avec benne basculante 4 saisons et équipements à neige pour le Service des travaux publics**
14. **Présentation et avis de motion d'un règlement d'emprunt pour l'acquisition d'un camion 10 roues avec benne basculante 4 saisons et équipements à neige pour le Service des travaux publics**
15. **Période de questions**
16. **Levée de la séance**

1. **PRÉSENCES**

Son honneur le maire Michel Jasmin préside la session à laquelle assistent Mesdames les conseillères Roxane Simpson et Odette Lavallée et Messieurs les conseillers Keven Bouchard, François Dodon, Denis Mantha, Jacques D. Granier.

Était également présente : Mme Liette Martel, directrice générale adjointe agissant à titre de secrétaire de la séance.

2018-05-07-149

2. OCTROI DE CONTRAT – DÉVERSOIR POUR LE LAC DES ARTISTES

CONSIDÉRANT QUE l'acquisition d'un déversoir est nécessaire afin de procéder à la réfection du barrage du lac des Artistes;

CONSIDÉRANT QUE des soumissions par invitation ont été demandées;

CONSIDÉRANT QUE deux fournisseurs ont fourni un prix :

BMR – R. Lacroix inc.	23 275.85 \$ (tx non incl.)
Réal Huot	23 838.00 \$ (tx non incl.)

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER DENIS MANTHA, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE le contrat pour l'acquisition d'un déversoir soit et est octroyé au plus bas soumissionnaire conforme soit la compagnie BMR – R. Lacroix inc., pour un montant de 23 275.85 \$ taxes applicables en sus.

QUE les fonds seront prélevés à même le règlement d'emprunt numéro 637-2017.

QUE le Directeur général et secrétaire-trésorier soit autorisé à effectuer le paiement au moment opportun.

2018-05-07-150

3. OCTROI DE CONTRAT – PAVAGE DU DOMAINE DES VALLÉES ET DU DOMAINE DE LA BEAUPORT

CONSIDÉRANT QUE l'appel d'offres a été publié sur SEAO, le 13 avril 2018 sous le numéro P-2018-013;

CONSIDÉRANT QUE la date limite de réception des soumissions a été fixée au vendredi 27 avril 2018, à 10 h 00 pour être ouvertes le même jour, à la même heure;

CONSIDÉRANT QUE tous les soumissionnaires ont respecté les conditions émises dans le cahier des charges;

Compagnies	Domaine des Vallées Montant (taxes incluses)	Domaine Beauport Montant (taxes incluses)
Pavage JD Inc.	158 187.38 \$	91 127.88 \$
Maskimo Construction Inc.	165 160.44 \$	96 741.98 \$

Compagnies	Domaine des Vallées Montant (taxes incluses)	Domaine Beauport Montant (taxes incluses)
9306-1380 Québec Inc.	176 523.99 \$	100 340.12 \$
Pavages Multipro Inc.	177 529.45 \$	96 970.55 \$
Sintra Inc.	179 881.84 \$	104 124.81 \$
LEGD Inc.	185 557.16 \$	113 452.41 \$
Asphaltage Cons- tructions ANOR	198 900.14 \$	106 142.04 \$

CONSIDÉRANT QU' après étude et vérification des documents reçus, et suite au rapport de recommandation de M. Mathieu-Charles LeBlanc, directeur des Services techniques, sept soumissionnaires ont déposé leur soumission, l'entreprise PAVAGE JD INC., étant la plus basse conforme au devis, avec un montant de 249 315.26 \$, incluant les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER JACQUES D. GRANIER, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

Que le conseil municipal accepte la soumission de « PAVAGE JD INC. » qui est le plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant total de 249 315.26 \$, incluant les taxes applicables, et lui adjuge le contrat.

QUE les fonds seront prélevés à même le règlement d'emprunt numéro 629-2017.

QUE le Directeur général et secrétaire-trésorier soit autorisé à effectuer le paiement au moment opportun.

2018-05-07-151

4. ACQUISITION DE PARCELLES DE TERRAIN – RÉFECTION DE LA RUE MARQUIS

CONSIDÉRANT QU' en vertu de la résolution 2017-05-08-150, une entente est intervenue entre Madame Madeleine Poulin, Monsieur Serge Beaudoin et la municipalité de Saint-Calixte afin qu'une partie de terrain soit cédée à la Municipalité de Saint-Calixte afin de régulariser la Montée Casino;

CONSIDÉRANT QUE M. Alain Thiffault, arpenteur-géomètre a préparé un plan cadastral parcellaire enregistré sous le numéro de dossier S-69 203-2 et 40 516 de ses minutes pour démontrer les parcelles à acquérir;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a besoin du lot connu sous le lot 6 164 933 appartenant à Mme Madeleine Poulin et M. Serge Beaudoin soit une superficie de 215,3 mètres carrés ainsi que le

CONSIDÉRANT QUE lot 6 164 934 ayant une superficie de 11,7 mètres carrés, pour la réfection de la rue Marquis, avec une compensation financière de 0.40 \$ le pied carré représentant un montant total de 977.40 \$;

SUR LA PROPOSITION DE MME LA CONSEILLÈRE ROXANE SIMPSON, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE la municipalité acquière les parcelles de terrains mentionnées au préambule de la présente résolution;

QU'un chèque représentant une compensation financière au montant de 977.40 \$ soit émis à l'ordre de Mme Madeleine Poulin et M. Serge Beaudoin pour l'acquisition des lots 6 164 933 et 6 164 934;

QUE l'entente inclus également l'obtention d'une dérogation mineure, s'il y a lieu, afin de régulariser la marge avant du bâtiment;

QUE par cette résolution, que le paragraphe suivant, relativement à la partie traitant de l'échange de terrain entre Mme Poulin et M. Beaudoin, soit et est rescindé, à toutes fins que de droit, de la résolution 2018-03-12-084

- *La municipalité avait besoin du lot connu sous le lot 6 164 933 appartenant à Mme Madeleine Poulin et M. Serge Beaudoin soit une superficie de 215,3 mètres carrés ainsi que le lot 6 164 934 ayant une superficie de 11,7 mètres carrés, pour la réfection de la rue du Marquis, en contrepartie, la municipalité leur échange le lot maintenant connu et désigné comme étant le lot 6 164 938 ayant une superficie de 243,3 mètres carrés.*

QUE le conseil remplace la somme symbolique de 1,00 \$ mentionnée dans la résolution 2017-05-08-150, par une compensation financière de 0.40 \$ le pied carré.

QUE le paragraphe suivant soit et est rescindé de la résolution 2017-05-08-150

- *Que M. le maire, Louis-Charles Thouin et le directeur général par intérim, M. Philippe Riopelle, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Municipalité, le contrat à intervenir entre les parties.*

afin de le remplacer par le paragraphe suivant :

QUE M. le maire ou le maire suppléant et le directeur général et secrétaire-trésorier soient et sont mandatés à signer, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Calixte, le contrat à intervenir entre les parties.

2018-05-07-152

5. MANDAT POUR CINQ ANS À L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC POUR L'ACHAT DE SEL DE DÉGLAÇAGE DES CHAUSSEES (CHLORURE DE SODIUM)

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de préparer, en son nom et au

nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de sel de déglacage des chaussées (chlorure de sodium);

CONSIDÉRANT QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* :

- permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de matériel;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles;
- précisent que le présent processus contractuel est assujéti à la *Politique de gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement* adoptée par le conseil d'administration de l'UMQ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte désire participer à cet achat regroupé pour se procurer le sel de déglacage des chaussées (chlorure de sodium) dans les quantités nécessaires pour ses activités et selon les règles établies au document d'appel d'offres préparé par l'UMQ, pour les cinq (5) prochaines années;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER FRANÇOIS DODON, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE le préambule fasse partie intégrante des présentes comme si récéité au long;

QUE la Municipalité de Saint-Calixte confirme, comme les lois le permettent, son adhésion à ce regroupement d'achats géré par l'UMQ pour cinq (5) ans, soit jusqu'au 30 avril 2023 représentant le terme des contrats relatifs à la saison 2022-2023;

QUE pour se retirer de ce programme d'achat regroupé, la Municipalité de Saint-Calixte devra faire parvenir une résolution de son Conseil à cet effet, et ce, au moins trente (30) jours avant la date de publication de l'appel d'offres public annuel;

QUE la Municipalité de Saint-Calixte confie, à l'Union des municipalités du Québec (UMQ), le mandat de préparer, en son nom et celui des autres municipalités intéressées, des documents d'appels d'offres pour adjudger des contrats d'achats regroupés pour le chlorure de sodium nécessaire aux activités de la Municipalité (ou MRC ou Régie), pour les hivers 2018-2019 à 2022-2023 inclusivement;

QUE la Municipalité de Saint-Calixte confie, à l'UMQ, le mandat d'analyser des soumissions déposées et de l'adjudication des contrats;

QUE si l'UMQ adjuge un contrat, la Municipalité de Saint-Calixte s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle l'avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

QUE pour permettre à l'UMQ de préparer son document d'appel d'offres, la Municipalité de Saint-Calixte s'engage à lui fournir les quantités de produit dont elle aura besoin, en remplissant, lorsque demandé, la fiche d'information et en la retournant à la date fixée;

QUE la Municipalité de Saint-Calixte reconnaît que l'UMQ recevra, directement de l'adjudicataire, des frais de gestion, correspondant à un pourcentage du montant total facturé avant taxes à chacun des participants. Pour l'appel d'offres 2018-2019, ce pourcentage est fixé à 1.0 % pour les organisations municipales membres de l'UMQ et à 2.0 % pour les non membres de l'UMQ. Pour les appels d'offres subséquents, ces pourcentages pourront varier et seront définis dans le document d'appel d'offres;

QU'un exemplaire signé et conforme de la présente résolution soit transmis à l'Union des municipalités du Québec.

2018-05-07-153

6. ACQUISITION D'UNE POMPE POUR LE POSTE DE POMPAGE NO 1

CONSIDÉRANT QUE le PP1 est le poste central qui reçoit l'ensemble des égouts de la municipalité et qui les achemine aux étangs aérés;

CONSIDÉRANT QUE les deux pompes qui se relaye dans ce poste sont avancées en vie utile et la maintenance de celles-ci doivent se faire de façon périodique;

CONSIDÉRANT QUE les fournisseurs ne tiennent plus d'inventaire pour les pièces de ces pompes, elles sont usinées sur demande, ce qui occasionne des délais de réparations de ± 2 mois;

CONSIDÉRANT QU' il y a un risque à chaque fois que nous effectuons une maintenance sur une pompe que celle qui reste manque à son travail, ce qui causerait des refoulements d'égouts dans notre réseau;

CONSIDÉRANT QUE des prix ont été demandés auprès des compagnies suivantes :

Les Entreprises B. Champagne inc.	12 122.00 \$
Électro Mécano inc.	12 318.57 \$

CONSIDÉRANT QUE la recommandation de M. Mathieu-Charles LeBlanc, ing., et directeur des Services techniques datée du 1^{er} mai 2018;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER KEVEN BOU-CHARD, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE ce conseil autorise l'acquisition d'une pompe submersible neuve pour le poste de pompage no 1, qui augmentera la capacité du PP1 et assura la présence de deux pompes en tout temps, auprès du plus bas soumissionnaire conforme soit la Compagnie Les Entreprises Bernard Champagne inc., pour un montant de 12 122 \$ (taxes applicables en sus).

QUE les fonds seront prélevés à même le règlement d'emprunt numéro 640-2018.

QUE le Directeur général et secrétaire-trésorier soit autorisé à effectuer le paiement au moment opportun.

2018-05-07-154

7. AUTORISATION DE PAIEMENT – ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT QU' l'Association des communicateurs municipaux du Québec tient son colloque annuel les 30-31 mai et 1^{er} juin 2018;

CONSIDÉRANT QUE depuis le 24 avril dernier, M. Jean-Benoit Landry est notre nouveau responsable aux communications et événements spéciaux et qu'il serait avantageux qu'il participe à l'événement pour la formule du mercredi seulement;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE MME LA CONSEILLÈRE ODETTE LAVALLÉE, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE le conseil autorise l'inscription de M. Jean-Benoit Landry au colloque annuel de l'Association des communicateurs municipaux du Québec, pour le mercredi 30 mai prochain.

QUE les fonds seront prélevés à même le fonds d'administration générale.

QUE la directrice du Service des finances soit et est autorisée à effectuer le paiement à l'Association des communicateurs municipaux du Québec pour un montant total de 316.18 \$ incluant les taxes applicables.

2018-05-07-155

8. APPROBATION DE LA LISTE DES IMMEUBLES À VENDRE POUR DÉFAUT DE PAIEMENT DE L'IMPÔT FONCIER PAR LA MRC DE MONTCALM

CONSIDÉRANT QUE la procédure de la vente pour défaut de paiement de l'impôt foncier est autorisée par le Code municipal (L.R.Q. c.C-27.1) selon les articles 1022 à 1060;

CONSIDÉRANT QUE lorsqu'une municipalité ne peut percevoir ses taxes dues sur un immeuble, le Code municipal propose, entre autres, la vente des immeubles pour défaut de paiement de l'impôt

foncier par le secrétaire-trésorier de la MRC en vertu des articles 1022 et suivants du Code municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Calixte désire se prévaloir de cette opportunité;

CONSIDÉRANT QU' une liste des taxes impayées envers la municipalité de Saint-Calixte a été établie;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER DENIS MANTHA, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

Que ce conseil approuve la liste des immeubles à vendre pour taxes impayées envers la municipalité de Saint-Calixte datée du 2 mai 2018, telle que déposée et autorise le Service des finances à transmettre à la MRC de Montcalm la liste en vue de procéder à la vente des immeubles pour défaut de paiement de l'impôt foncier par le secrétaire-trésorier de la MRC de Montcalm, en vertu des articles 1022 et suivants du Code municipal.

Que Mme Geneviève Audy, directrice du Service des finances, soit mandatée afin de représenter la municipalité de Saint-Calixte lors de ladite vente, et de se porter acquéreur d'immeubles lorsqu'il n'y aura pas preneur et, en cas d'absence, que Mme Suzanne Villemare, préposée à la taxation-perception soit et est nommée en remplacement.

2018-05-07-156

9. CRÉATION D'UN COMITÉ DE LA POLITIQUE FAMILIALE MUNICIPALE

CONSIDÉRANT la volonté de la municipalité d'élaborer une politique familiale municipale (PFM) pour assurer un milieu de vie de qualité aux familles selon les étapes de la vie familiale;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est en période d'élaboration de sa politique familiale municipale;

CONSIDÉRANT QUE le cheminement de la PFM nécessite la création d'une structure d'élaboration et de suivi;

CONSIDÉRANT QUE la mise en place d'un comité est fondamentale au cheminement de la politique familiale municipale;

CONSIDÉRANT QUE la PFM est une manière de penser et d'agir qui concerne l'ensemble des champs d'intervention de la municipalité;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER JACQUES D. GRANIER, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE la Municipalité de Saint-Calixte procède à la création d'un comité de la PFM sous la responsabilité de l'élu responsable des questions familiales (RQF), M. François Dodon, composé de :

- ✓ Mme Anaïs Archambault
- ✓ Mme Sabrina Brousseau
- ✓ Mme Maria Dias-Ribeiro
- ✓ Mme Chantal Dodon
- ✓ Mme Mélanie Gauthier
- ✓ Mme Julie Gagné
- ✓ Mme Lise Hatin
- ✓ Mme Odile Mefdjakh
- ✓ Mme Dominique Rioux
- ✓ Mme Roxane Simpson
- ✓ Mme Annie Villemaire

Le comité aura pour mandat :

- D'assurer l'élaboration de la PFM :
 - en étant à l'écoute des besoins et des attentes de la population;
 - en recommandant des projets porteurs de la préoccupation « famille ».
- De proposer un projet de politique, un plan d'action et les budgets nécessaires au conseil municipal;
- D'assurer le suivi et l'évaluation du plan d'action :
 - en exerçant un rôle de suivi afin d'en assurer la continuité et la pérennité;
 - en priorisant les éléments du plan d'action;
 - en favorisant l'implication des directions de services dans la définition et l'application des mesures qui assureront la mise en œuvre de la politique familiale;
- D'assurer le lien entre les instances municipales et la communauté sur la PFM;
- D'assister le conseil dans l'étude de dossiers susceptibles de faire l'objet de règlement ou de politique ayant une incidence sur la PFM;
- Grâce à son expertise, de jouer un rôle consultatif et de vigilance;
- D'identifier des stratégies pour inciter les entreprises et les organismes de la municipalité à intégrer le principe « penser et agir famille »;
- De sensibiliser les décideurs à l'importance des familles dans tout le processus de décisions, et ce, quel que soit le champ d'intervention (politique, économique, social, culturel).

2018-05-07-157

10. AUTORISATION À M. MATHIEU-CHARLES LEBLANC, ING. ET DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES À PRÉSENTER, POUR ET AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE, DES DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRÈS DES DIFFÉRENTS SERVICES GOUVERNEMENTAUX (FÉDÉRAL ET PROVINCIAL)

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte désire présenter différentes demandes de subventions auprès des services gouvernementaux;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE MME LA CONSEILLÈRE ROXANE SIMPSON, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE ce conseil désire adhérer à différents programmes afin d'obtenir des subventions;

QUE le conseil autorise M. Mathieu-Charles LeBlanc, ing. et directeur des Services Techniques à présenter et à déposer, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Calixte, des demandes de subventions auprès de différents services gouvernementaux.

2018-05-07-158

11. OCTROI DE CONTRAT – AQUADATA INC. – NOUVEAU PLAN D'INTERVENTION

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de notre projet de mise aux normes de nos infrastructures municipales du règlement 640-2018, nous devons réaliser un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, oblige les municipalités à réaliser un plan d'intervention conforme à ses exigences afin d'être admissible aux divers programmes de subvention;

CONSIDÉRANT QU' un plan d'intervention sera également exigé pour l'obtention de la prochaine TECQ (2019-2023);

CONSIDÉRANT QUE suite à une communication avec le MAMOT, nous devons obligatoirement fournir un plan d'intervention approuvé par le Ministère afin de pouvoir déposer une demande de subvention au PIQM pour la 335;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif primaire du mandat est d'obtenir un outil de travail permettant au conseil municipal d'avoir une vision pour quantifier les travaux à effectuer sur les infrastructures de la Municipalité, tout en respectant les exigences du nouveau Guide d'élaboration d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées du MAMOT;

CONSIDÉRANT QUE la démarche proposée assure que le plan d'intervention résultant rencontre les exigences du MAMOT afin de permettre à la Municipalité d'être admissible aux programmes de financement du MAMOT, tel que le programme de la taxe d'accise sur l'essence;

CONSIDÉRANT la recommandation de M. Mathieu-Charles LeBlanc, ing., et directeur des Services techniques;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER FRANÇOIS DODON, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

QUE le contrat pour la réalisation d'un plan d'intervention pour les réseaux d'aqueduc, d'égouts et des chaussées soit et est octroyé à la compagnie AQUADATA, pour un montant de 20 600 \$ taxes applicables en sus.

QUE les fonds seront prélevés à même le règlement d'emprunt numéro 640-2018.

QUE le Directeur général et secrétaire-trésorier soit autorisé à effectuer le paiement au moment opportun.

AM-2018-05-07-11

12. PRÉSENTATION, DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT ET AVIS DE MOTION D'UN RÈGLEMENT DÉCRÉTANT DES DÉPENSES POUR L'ACQUISITION D'UNE POMPE SUR REMORQUE ET L'AFFECTATION DE LA SOMME DE 50 000 \$ DES SOLDES DISPONIBLES DU RÈGLEMENT 574-2012

Keven Bouchard, conseiller, donne avis de motion que lors d'une séance ultérieure, il sera présenté un règlement décrétant une dépense pour l'acquisition d'une pompe sur remorque et l'affectation de la somme de 50 000 \$ des soldes disponibles sur le règlement 574-2012.

Il dépose également le projet dudit règlement dont copies dudit projet sont mises à votre disposition.

Ce règlement, décrètera des dépenses de 50 000 \$ pour l'acquisition d'une pompe sur remorque. Afin de financer la dépense décrétée par ce règlement, le conseil est autorisé à utiliser une partie des soldes disponibles du règlement 574-2012 pour une somme de 50 000 \$. Il sera imposé et il sera prélevé, annuellement, sur tous les immeubles imposables sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, conformément au tableau d'échéance du règlement dont on utilise les soldes disponibles.

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

PROJET - RÈGLEMENT NUMÉRO 647-2018

RÈGLEMENT DÉCRÉTANT DES DÉPENSES POUR L'ACQUISITION D'UNE POMPE SUR REMORQUE ET L'AFFECTATION DE LA SOMME DE 50 000 \$ DES SOLDES DISPONIBLES DU RÈGLEMENT 574-2012

ATTENDU QUE ce règlement est adopté conformément à l'article 7 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux;

ATTENDU QUE le coût pour l'acquisition de la pompe est estimé à 50 000 \$ selon l'estimation des coûts préparée par le directeur des Services techniques en date du 26 mars 2018 décrite à l'annexe « A » jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU QU' la présentation du présent règlement et le dépôt du projet de règlement ont été dûment donnés lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 7 mai 2018;

ATTENDU QU' l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 7 mai 2018;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de _____, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents suite au vote, que le conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 : Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : Le conseil est, par le présent règlement, autorisé à dépenser la somme de 50 000 \$ afin d'acquérir une pompe tel que décrit à l'estimation des coûts préparée par le directeur des Services techniques, en date du 26 mars 2018, jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante sous l'annexe « A ».

ARTICLE 3 : Afin de financer la dépense décrétée au présent règlement, le conseil est autorisé à utiliser une partie des soldes disponibles du règlement suivant pour une somme de 50 000 \$.

RÈGLEMENT	MONTANT
574-2012	50 000 \$

Le remboursement des soldes disponibles se fera conformément au tableau d'échéance du règlement dont on approprie les soldes. La taxe spéciale imposée (ou la compensation exigée) par le règlement mentionné plus haut et dont on utilise les soldes disponibles est réduite d'autant.

ARTICLE 4 : Pour toute partie de financement des soldes disponibles énumérés à l'article 3 du présent règlement, réalisé avant le premier janvier 2001, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année pour pourvoir au remboursement en capital et intérêts des échéances annuelles, conformément au tableau d'échéance du règlement dont on utilise les soldes.

ARTICLE 5 : Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles à l'égard de toute partie de financement des soldes disponibles énumérés à l'article 3 du présent règlement réalisé après le premier janvier 2001, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, sur tous les immeubles imposables sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, conformément au tableau d'échéance du règlement dont on utilise les soldes disponibles.

ARTICLE 6 : Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

ADOPTÉ À LA SÉANCE ORDINAIRE DU _____ 2018.

MICHEL JASMIN, MAIRE

LIETTE MARTEL
DIRECTRICE GÉNÉRAL ADJOINTE

ANNEXE « A »

**ESTIMATION POUR L'ACQUISITION
D'UNE POMPE SUR REMORQUE**

Pompe diesel 12" sur remorque	46 500 \$
Taxes nettes	2 319 \$
Frais contingents	1 181 \$
TOTAL :	50 000 \$

MATHIEU-CHARLES LEBLANC
DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES
26 MARS 2018

Odette Lavallée, conseillère, donne avis de motion que lors d'une séance ultérieure, il sera présenté un règlement d'emprunt pour l'acquisition d'un camion 6 roues, 4 X 4, avec benne basculante 4 saisons et équipements à neige pour le Service des travaux publics.

Elle dépose également le projet dudit règlement dont copies dudit projet sont mises à votre disposition.

Ce règlement, en plus d'autoriser l'acquisition, décrètera un emprunt de 258 000 \$ sur une période de 20 ans, réparti à l'ensemble de la population et il sera imposé et prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

PROJET - RÈGLEMENT NUMÉRO 648-2018

RÈGLEMENT D'EMPRUNT DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE 258 000 \$ POUR L'ACQUISITION D'UN CAMION 6 ROUES 4 X 4 AVEC ÉQUIPEMENTS À NEIGE (BENNE BASCULANTE 4 SAISONS, CHASSE-NEIGE RÉVERSIBLE, AILE DE CÔTÉ) POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

ATTENDU QUE la présentation du présent règlement et le dépôt du projet de règlement ont été dûment donnés lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 7 mai 2018;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 7 mai 2018;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE _____, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

Que la Municipalité de Saint-Calixte adopte le présent règlement à toutes fins que de droit et qu'il soit décrété, statué et ordonné ce qui suit par le présent règlement;

ARTICLE 1: Le conseil est autorisé à acquérir un camion 6 roues 4X4 avec équipements à neige pour le Service des travaux publics selon l'estimé préparé par M. Daniel Macoul, directeur du Service des travaux publics, en date du 13 mars 2018, incluant les frais et les taxes nettes lequel fait partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».

ARTICLE 2: Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 258 000 \$ pour les fins du présent règlement.

ARTICLE 3: Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 258 000 \$ sur une période de 20 ans.

ARTICLE 4: Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

ARTICLE 5: S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 6: Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

ARTICLE 7: Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À SAINT-CALIXTE CE ____^E JOUR _____ 2018.

MICHEL JASMIN, MAIRE

LIETTE MARTEL, DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE

ANNEXE "A"

ESTIMÉ

RÈGLEMENT 648-2018

RÈGLEMENT D'EMPRUNT DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE 258 000 \$ POUR L'ACQUISITION D'UN CAMION 6 ROUES 4 X 4 AVEC ÉQUIPEMENTS À NEIGE (BENNE BASCULANTE 4 SAISONS, CHASSE-NEIGE RÉVERSIBLE, AILE DE CÔTÉ) POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

1 camion 6 roues, 4 X 4	130 250 \$
Équipements à neige	
- Benne basculante 4 saisons	
- Chasse-neige réversible	
- Aile de côté	92 000 \$
Taxes nettes	11 085 \$
Sous-total :	233 335 \$
Contingence	19 623 \$
Frais d'émission 2%	5 042 \$
MONTANT TOTAL DU RÈGLEMENT :	258 000 \$

DANIEL MACOUL
DIRECTEUR DU SERVICE DES TRAVAUX
PUBLICS
13 MARS 2018

AM-2018-05-07-13

14. PRÉSENTATION, DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT ET AVIS DE MOTION D'UN RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR L'ACQUISITION D'UN CAMION 10 ROUES AVEC BENNE BASCULANTE 4 SAISONS ET ÉQUIPEMENTS À NEIGE POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

Denis Mantha, conseiller, donne avis de motion que lors d'une séance ultérieure, il sera présenté un règlement d'emprunt pour l'acquisition d'un camion 10 roues, avec benne basculante 4 saisons et équipements à neige pour le Service des travaux publics.

Il dépose également le projet dudit règlement dont copies dudit projet sont mises à votre disposition.

Ce règlement, en plus d'autoriser l'acquisition, décrètera un emprunt de 292 000 \$ sur une période de 12 ans, réparti à l'ensemble de la population et il sera imposé et prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

PROJET - RÈGLEMENT NUMÉRO 649-2018

RÈGLEMENT D'EMPRUNT DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE 292 000 \$ POUR L'ACQUISITION D'UN CAMION 10 ROUES AVEC ÉQUIPEMENTS À NEIGE (BENNE BASCULANTE 4 SAISONS, CHASSE-NEIGE RÉVERSIBLE, AILE DE CÔTÉ) POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

ATTENDU QUE la présentation du présent règlement et le dépôt du projet de règlement ont été dûment donnés lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 7 mai 2018;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 7 mai 2018;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE _____, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

Que la Municipalité de Saint-Calixte adopte le présent règlement à toutes fins que de droit et qu'il soit décrété, statué et ordonné ce qui suit par le présent règlement;

ARTICLE 1: Le conseil est autorisé à acquérir un camion 10 roues avec équipements à neige pour le Service des travaux publics selon l'estimé préparé par M. Daniel Macoul, directeur du Service des travaux publics, en date du 13 mars 2018, incluant les frais et les taxes nettes lequel fait partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».

ARTICLE 2: Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 292 000 \$ pour les fins du présent règlement.

ARTICLE 3: Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 292 000 \$ sur une période de 12 ans.

ARTICLE 4: Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

ARTICLE 5: S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 6: Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

ARTICLE 7: Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À SAINT-CALIXTE CE ____^E JOUR _____ 2018.

MICHEL JASMIN, MAIRE

LIETTE MARTEL, DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE

ANNEXE "A"

ESTIMÉ

RÈGLEMENT 649-2018

RÈGLEMENT D'EMPRUNT DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE ET UN EMPRUNT DE 292 000 \$ POUR L'ACQUISITION D'UN CAMION 10 ROUES AVEC ÉQUIPEMENTS À NEIGE (BENNE BASCULANTE 4 SAISONS, CHASSE-NEIGE RÉVERSIBLE, AILE DE CÔTÉ) POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

1 camion 10 roues	146 000 \$
Équipements à neige	
- Benne basculante 4 saisons	
- Chasse-neige réversible	
- Aile de côté	105 500 \$
Taxes nettes	12 544 \$
Sous-total :	262 044 \$

Contingence	22 256 \$
Frais d'émission 2%	<u>5 700 \$</u>
MONTANT TOTAL DU RÈGLEMENT :	<u><u>292 000 \$</u></u>

DANIEL MACOUL
DIRECTEUR DU SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS
13 MARS 2018

6. PÉRIODE DE QUESTIONS

Quelques questions furent posées par les personnes présentes dans la salle.

2018-05-07-159

7. LEVÉE DE LA SÉANCE

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER DENIS MANTHA, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE

Que la séance soit levée à 20 h 43.

MICHEL JASMIN, MAIRE

LIETTE MARTEL
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE

« Je, Michel Jasmin, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».